

CÉDÉAO

Les États membres aboliront les taxes aériennes et réduiront les redevances de 25 % à partir du 1^{er} janvier 2026.

BÉNIN

Le colonel Dieudonné Tévoédjrè dévoile les coulisses du coup d'État déjoué du 7 décembre 2025.

CÔTE D'IVOIRE

Officiellement investi, Alassane Ouattara affirme que « ce mandat est celui de la transmission générationnelle ».

CIMES 2025

Réinventer le leadership médical en Côte d'Ivoire.

**GRAND
FORMAT**
Franck Zoro
Bi Ballo

**METTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE AU
SERVICE DES POPULATIONS**



LES RENDEZ-VOUS SANTÉ DU CMPL

2ème Édition

THÈME

Manger Mieux Sans Se Priver

*Atelier pratique & interactif pour
adopter les bons réflexes en 2026*



13 DÉCEMBRE 2025
À PARTIR DE 14H

CENTRE MÉDICAL PAUL LANGERHANS (CMPL)

Cité Synatrésor, Riviera Faya
– non loin de l'école Jules Verne

Programme

1. Présentation des groupes d'aliments
2. Lecture et interprétation des étiquettes alimentaires
3. Calcul de la valeur énergétique d'un repas
4. Composition d'une assiette équilibrée



Esther L. SORO-MIAN

Co-fondatrice du CMPL
Nutritionniste



07 10 78 14 06 / 27 22 34 55 60

Inscrivez-vous par ici

Table des matières

03 EDITO

05 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

21 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

30 GRAND FORMAT - *FRANCK ZORO BI BALLO*

Engagé dans la société civile et suivi sur les réseaux sociaux pour ses analyses sur la vie publique, M. Zoro Bi Ballo entend incarner cette nouvelle génération d'acteurs déterminés à redonner confiance aux citoyens.

36 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian



01

BURKINA FASO

Ibrahim Traoré affirme avoir neutralisé toutes les poches terroristes.

03

RDC

L'avancée fulgurante du M23 plonge Uvira dans le chaos et ravive les tensions régionales.

05

BÉNIN

Le président évincé Umaro Sissoco Embaló trouve finalement refuge à Brazzaville après le coup d'État.

07

CÔTE D'IVOIRE

Charnier de Yopougon, rébellion de 2002, crise post-électorale... Laurent Gbagbo saisit à nouveau la CPI pour que « la vérité soit rétablie ».

09

CÔTE D'IVOIRE

Officiellement investi, Alassane Ouattara affirme que « ce mandat est celui de la transmission générationnelle ».

11

GUINÉE

Le Bloc libéral accuse la junte d'avoir enlevé l'un de ses cadres à quelques semaines de la présidentielle.

02

BÉNIN

Le colonel Dieudonné Tévoédjrè dévoile les coulisses du coup d'État déjoué du 7 décembre 2025.

04

GUINÉE-BISSAU

L'opposition en exil presse la Cédéao d'agir et appelle à reconnaître Fernando Dias da Costa comme président élu.

06

BURKINA FASO

Un avion militaire nigérian atterrit à Bobo-Dioulasso, l'AES dénonce une « grave violation » de son espace aérien.

08

RDC-RWANDA

Félix Tshisekedi accuse déjà Paul Kagame de violer l'accord de Washington.

10

GUINÉE-BISSAU

La junte militaire crée un Conseil national de transition pour diriger le pays pendant un an.

12

BURKINA FASO

La junte du capitaine Ibrahim Traoré rétablit la peine de mort dans le nouveau code pénal.

Burkina Faso : Ibrahim Traoré affirme avoir neutralisé toutes les poches terroristes

Le capitaine Ibrahim Traoré, président de la transition au Burkina Faso, a annoncé dans une allocution officielle que toutes les poches terroristes actives sur le territoire national auraient été neutralisées. Une déclaration qu'il qualifie d'« étape décisive » dans la reconquête de la sécurité et de la souveraineté du pays.

« Les bastions ennemis ont été reconquis »

Dans son discours du 10 décembre 2025, le chef de l'État a salué les avancées réalisées par les Forces combattantes burkinabè, affirmant qu'elles ont repris le contrôle de plusieurs zones longtemps considérées comme des fiefs djihadistes.

« Nos Forces combattantes ont reconquis des zones qui étaient autrefois considérées comme des bastions de l'ennemi », a déclaré le capitaine Traoré. « Si nous restons unis et déterminés, nous pourrions définitivement éradiquer ceux qui souhaitent déstabiliser notre nation. »

Cette annonce s'inscrit dans la stratégie affirmée du régime, qui a fait de la lutte contre le terrorisme sa priorité absolue depuis l'arrivée au pouvoir du capitaine Traoré en septembre 2022. Au cours des derniers mois, plusieurs opérations militaires ont été intensifiées, avec un renforcement des moyens logistiques, l'appui de nouvelles unités spécialisées et la mobilisation accrue des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP).

Un contexte sécuritaire toujours fragile

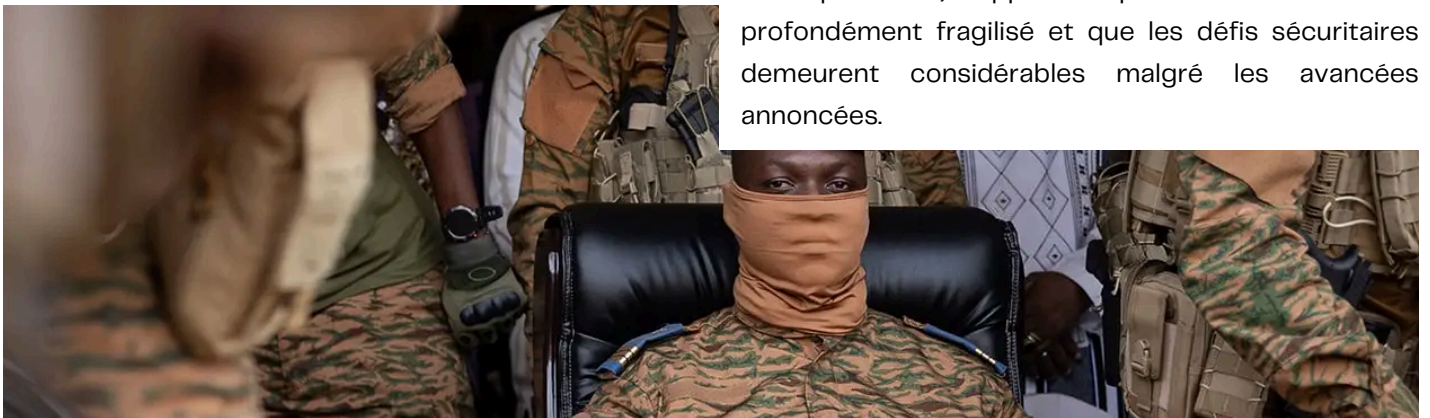
Depuis 2015, le Burkina Faso est confronté à une insurrection djihadiste menée par des groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Le conflit a causé des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés et un effondrement de l'activité économique dans plusieurs régions.

Malgré les progrès revendiqués par les autorités, des attaques meurtrières continuent d'être signalées, notamment dans le nord et l'est du pays, où des zones entières restent difficiles d'accès pour les forces nationales comme pour les populations civiles.

Un message politique autant que militaire

L'affirmation de la neutralisation totale des poches terroristes apparaît également comme une communication stratégique. Elle vise à rassurer la population et les partenaires internationaux tout en renforçant la légitimité du régime militaire, dans un contexte marqué par des réformes controversées, dont le projet de rétablissement de la peine de mort pour certains crimes tels que le terrorisme. Une mesure largement critiquée par les organisations de défense des droits humains.

Si les partisans du capitaine Traoré saluent une démonstration de fermeté, ses détracteurs appellent à la prudence, rappelant que le territoire reste profondément fragilisé et que les défis sécuritaires demeurent considérables malgré les avancées annoncées.



Bénin : le colonel Dieudonné Tévoédjrè dévoile les coulisses du coup d'État déjoué du 7 décembre 2025

Pour la première fois depuis la tentative d'assaut contre la résidence présidentielle, le colonel Dieudonné Djimon Tévoédjrè, commandant de la Garde républicaine, s'est exprimé en détail sur les événements du 7 décembre 2025. Au micro de RFI, il décrit une opération minutieusement coordonnée visant à neutraliser plusieurs hauts responsables militaires avant de s'en prendre directement au chef de l'État.

Des attaques simultanées dès 2 h 10

Les premiers signaux d'alerte parviennent au commandement peu après 2 heures du matin. Le général Bertin Bada, directeur du cabinet militaire du président, informe le colonel Tévoédjrè que des hommes cagoulés tentent d'entrer dans son domicile. Presque au même moment, le général Abou Issa, chef d'État-major de l'armée de terre, fait état d'une attaque similaire.

« J'ai immédiatement compris que ce n'était pas un acte isolé », explique le colonel, qui ordonne aussitôt la mobilisation de la Garde républicaine.



Selon lui, les assaillants — des éléments mutins déjà impliqués dans des opérations de kidnapping dans le nord du pays — avaient décidé de franchir un seuil inédit en s'en prenant aux institutions de la République.

La riposte s'organise autour de la résidence présidentielle

Après avoir rejoint son unité, le colonel Tévoédjrè se rend directement à la résidence du chef de l'État pour superviser la défense. C'est là qu'à 5 heures du matin, les mutins lancent leur attaque principale.

Il décrit un assaut violent, mené à l'aide d'engins blindés et accompagné de tentatives d'infiltration dans les ruelles avoisinantes. Pendant 45 minutes, un « combat farouche » oppose mutins et forces loyalistes. Grâce à une riposte coordonnée, la Garde républicaine parvient finalement à repousser l'attaque et à sécuriser le périmètre.

Un président présent au cœur de l'opération

Le commandant confirme que le président Patrice Talon et son épouse se trouvaient dans la résidence au moment de l'assaut. Il insiste sur le sang-froid du chef de l'État, resté à ses côtés tout au long de l'opération.

« J'ai été agréablement surpris du courage du président de la République », confie-t-il. Informé dès 3 heures du matin, Patrice Talon aurait suivi minute par minute l'évolution de la situation et n'a quitté les lieux qu'une fois les affrontements terminés.

Des renforts français mobilisés en soirée

Le colonel Tévoédjrè confirme également l'arrivée en renfort de Forces spéciales françaises, dépêchées d'Abidjan dans la soirée du 7 décembre. Leur mission : appuyer la sécurisation du territoire après l'attaque.

RDC : l'avancée fulgurante du M23 plonge Uvira dans le chaos et ravive les tensions régionales

La panique s'est emparée d'Uvira, grande ville frontalière du Sud-Kivu, ce mercredi 10 décembre, lorsque des combattants du M23 ont atteint les portes de l'agglomération. L'arrivée du mouvement rebelle, soutenu selon l'ONU par plusieurs milliers de soldats rwandais, a déclenché un vaste mouvement de fuite, transformant en quelques heures une cité habituellement animée en ville fantôme au bord du lac Tanganyika.

Des attaques simultanées dès 2 h 10

Habituellement cœur du commerce transfrontalier avec le Burundi, Uvira s'est vidée à une vitesse spectaculaire. Militaires, policiers, fonctionnaires et civils ont fui dans toutes les directions : certains vers les hauteurs, d'autres vers le poste-frontière burundais situé à quelques kilomètres.

« C'est la débandade totale », confie un habitant, retranché chez lui, décrivant des rues désertes et silencieuses.

La déroute de l'armée congolaise, incapable de freiner la progression du M23 malgré l'appui de milliers de soldats burundais, soulève une nouvelle fois des questions sur la capacité de Kinshasa à protéger les grandes villes de l'Est. Plusieurs témoignages évoquent des colonnes de soldats abandonnant armes, uniformes, et parfois accusés de pillages au cours de leur retraite précipitée.

Un assaut qui fragilise l'accord de Washington



Cette offensive éclair intervient moins d'une semaine après la signature du récent accord de paix de Washington entre la RDC et le Rwanda. Ce processus, censé ouvrir la voie à une désescalade, apparaît déjà compromis.

Les experts onusiens estiment que 6 000 à 7 000 soldats rwandais opèrent aux côtés du M23 dans l'Est congolais — une affirmation que Kigali rejette, tout en accusant dans un communiqué Kinshasa et Bujumbura de violer le processus de paix.

Une crise humanitaire qui explose

L'avancée rebelle a provoqué un déplacement massif des populations.

Selon OCHA : plus de 200 000 déplacés internes depuis le 2 décembre dans le Sud-Kivu ; plus de 30 000 réfugiés congolais au Burundi en une semaine.

Les scènes à la frontière sont d'une rare intensité : familles entassées sur des motos, longues files de civils traversant à pied, chargés de quelques effets personnels, sous le regard impuissant des autorités locales.

Un assaut qui fragilise l'accord de Washington

Cette offensive éclair intervient moins d'une semaine après la signature du récent accord de paix de Washington entre la RDC et le Rwanda. Ce processus, censé ouvrir la voie à une désescalade, apparaît déjà compromis.

Les experts onusiens estiment que 6 000 à 7 000 soldats rwandais opèrent aux côtés du M23 dans l'Est congolais — une affirmation que Kigali rejette, tout en accusant dans un communiqué Kinshasa et Bujumbura de violer le processus de paix.

Une crise humanitaire qui explose

L'avancée rebelle a provoqué un déplacement massif des populations.

Selon OCHA : plus de 200 000 déplacés internes depuis le 2 décembre dans le Sud-Kivu ; plus de 30 000 réfugiés congolais au Burundi en une semaine.

Les scènes à la frontière sont d'une rare intensité : familles entassées sur des motos, longues files de civils traversant à pied, chargés de quelques effets personnels, sous le regard impuissant des autorités locales.



Vers un basculement du front vers le Katanga ?

À Kinshasa, l'inquiétude grandit. Plusieurs sources diplomatiques redoutent que le M23 ne cherche à étendre son avancée vers le Katanga, région minière stratégique et colonne vertébrale économique de la RDC.

Une telle progression représenterait un risque majeur pour les revenus de l'État, la stabilité politique et le rapport de force dans le conflit.

Un conflit aux implications régionales

L'entrée du M23 à Uvira met sous pression non seulement la RDC, mais également le Burundi, engagé militairement dans l'Est congolais depuis 2023. La crainte d'un engrenage régional s'intensifie au moment où la situation humanitaire se dégrade à grande vitesse.

Guinée-Bissau : l'opposition en exil presse la Cédéao d'agir et appelle à reconnaître Fernando Dias da Costa comme président élu.

Près de deux semaines après le coup d'État du 26 novembre à Bissau, l'opposition bissau-guinéenne, désormais regroupée en exil à Dakar, intensifie la pression sur la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). À l'approche du sommet extraordinaire prévu le 14 décembre, les opposants demandent aux dirigeants ouest-africains d'adopter une position « ferme et cohérente » pour restaurer l'ordre constitutionnel.

Un ultimatum adressé à la Cédéao



Réunis le 9 décembre au Sénégal, responsables politiques et acteurs de la société civile ont dénoncé ce qu'ils considèrent comme une inertie de la Cédéao face au renversement orchestré par le général Horta N'tam.

Dara Fonseca Fernandez, membre de l'équipe de campagne de l'opposant Fernando Dias da Costa — présenté par ses partisans comme le véritable vainqueur de la présidentielle — estime que l'organisation régionale a encore les moyens d'agir.

Selon lui, nul besoin d'intervention militaire :

« Une résolution claire suffirait. La Cédéao doit reconnaître Fernando Dias da Costa comme président élu, l'accompagner jusqu'au palais présidentiel et exiger le retour du général N'tam dans les casernes », plaide-t-il.

Fuyant une tentative d'arrestation à Bissau, Dara Fonseca voit dans le sommet du 14 décembre « la dernière opportunité » d'empêcher l'enracinement du putsch.

Double standard de la Cédéao dénoncé

La société civile sénégalaise dénonce un double standard de la Cédéao face aux crises politiques ouest-africaines.

Plusieurs organisations critiquent l'écart entre la réaction rapide après la tentative de putsch au Bénin et l'attitude plus prudente adoptée en Guinée-Bissau. Pour Abdou Aziz Cissé, d'Activistes, cette incohérence affaiblit la crédibilité régionale.

L'opposition bissau-guinéenne affirme que les résultats électoraux restent reconstituables malgré la destruction de certains procès-verbaux, grâce aux copies conservées dans plusieurs régions, qui confirmeraient la victoire de Fernando Dias da Costa. Cette situation suscite une inquiétude croissante parmi les citoyens et les observateurs internationaux.

À l'approche du sommet extraordinaire de la Cédéao, les pressions augmentent sur les dirigeants ouest-africains, dont la décision sera déterminante pour l'avenir institutionnel du pays.



Bénin : tentative de putsch avortée — Paris confirme avoir apporté une assistance stratégique à Cotonou

Après la tentative de coup d'État déjouée ce week-end à Cotonou, la France a officiellement reconnu avoir apporté un appui stratégique aux autorités béninoises. Selon l'Élysée, ce soutien a porté sur des opérations de surveillance, observation et logistique, mises en œuvre à la demande du gouvernement du président Patrice Talon.

Macron personnellement impliqué dans la gestion de crise

Ce mardi 9 décembre, la présidence française a précisé qu'Emmanuel Macron avait suivi la situation de près. Le chef de l'État a coordonné un partage d'informations entre plusieurs pays de la région, afin d'aider les forces béninoises à identifier et neutraliser les auteurs du complot.

Dès dimanche, Macron s'est entretenu avec Patrice Talon, visé directement par les putschistes, pour évaluer l'évolution de la situation et ajuster la coopération sécuritaire. Le président français a également échangé avec les dirigeants du Nigeria et de la Sierra Leone, ce dernier assurant la présidence de la Cédéao.

Macron personnellement impliqué dans la gestion de crise

Ce mardi 9 décembre, la présidence française a précisé qu'Emmanuel Macron avait suivi la situation de près. Le chef de l'État a coordonné un partage d'informations entre plusieurs pays de la région, afin d'aider les forces béninoises à identifier et neutraliser les auteurs du complot.

Dès dimanche, Macron s'est entretenu avec Patrice Talon, visé directement par les putschistes, pour évaluer l'évolution de la situation et ajuster la coopération sécuritaire. Le président français a également échangé avec les dirigeants du Nigeria et de la Sierra Leone, ce dernier assurant la présidence de la Cédéao.

La Cédéao et ses partenaires renforcent la stabilité au Bénin

La Cédéao a rapidement mobilisé ses moyens militaires pour soutenir Cotonou, confirmant sa doctrine de tolérance zéro face aux renversements anticonstitutionnels.

Cette action a été renforcée par une coordination étroite entre Paris, Abuja, Freetown et Cotonou, permettant d'éviter la déstabilisation du Bénin, longtemps considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique de l'Ouest.

La France, en confirmant son rôle, réaffirme son engagement pour la protection des institutions démocratiques et la lutte contre les menaces politiques et sécuritaires dans la région.



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>

(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire

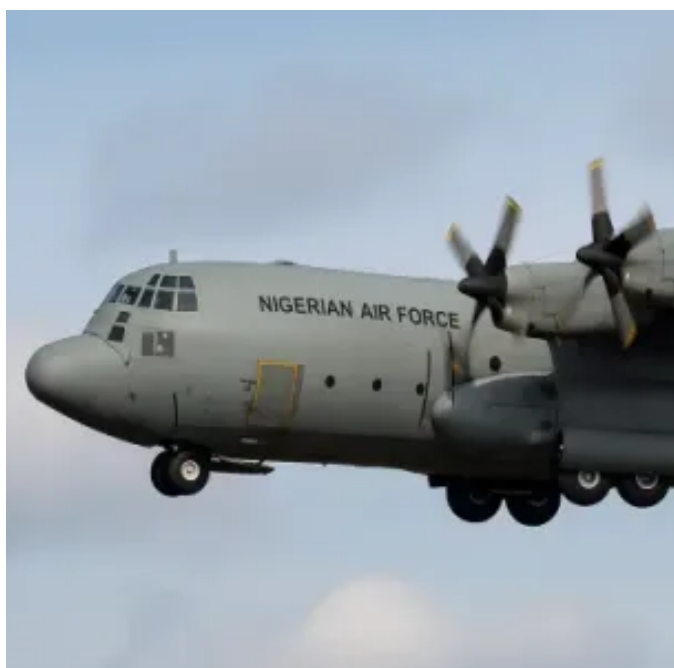
Burkina Faso : un avion militaire nigérian atterrit à Bobo-Dioulasso, l'AES dénonce une « grave violation » de son espace aérien.

L'Alliance des États du Sahel (AES) — regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger — a vivement réagi, ce 8 décembre 2025, à l'atterrissage d'un avion militaire nigérian à Bobo-Dioulasso. La Confédération sahélienne parle d'une « violation grave de son espace aérien », un incident qui ravive les tensions régionales déjà palpables.

Abuja évoque un atterrissage d'urgence

L'appareil en question, un C-130 Hercules de l'armée de l'air nigériane, transportait onze personnes : neuf militaires et deux membres d'équipage. Selon Abuja, l'équipage a détecté « un problème technique » peu après son décollage de Lagos, l'obligeant à se dérouter vers l'aérodrome le plus proche, à savoir celui de Bobo-Dioulasso.

Dans un communiqué, la Nigerian Air Force soutient que cette procédure relève des normes internationales de sécurité aérienne et affirme que ses soldats auraient été « chaleureusement accueillis » à l'atterrissage par les autorités locales.



L'AES dénonce un survol non autorisé

La Confédération sahélienne présente une version bien différente. Dans un communiqué conjoint signé par le président malien de la Transition, Assimi Goïta, et diffusé simultanément au Burkina Faso, au Mali et au Niger, l'AES affirme que l'avion ne disposait d'aucune autorisation de survol du territoire burkinabè. Le texte évoque un « acte inamical » portant atteinte à la souveraineté de la Confédération et contraire au droit international ainsi qu'aux règles encadrant les opérations aériennes militaires.

Des mesures de défense renforcées

Cet épisode survient dans un contexte de forte crispation entre l'AES et plusieurs États ouest-africains, notamment le Nigeria, pilier de la Cédéao dont les trois pays sahéliens se sont retirés en 2023–2024.

Face à l'incident, l'AES indique avoir placé ses défenses aériennes et anti-aériennes en alerte maximale, en conformité avec une décision adoptée en décembre 2024.

Elle va plus loin en avertissant que tout aéronef pénétrant sans autorisation dans son espace aérien pourra désormais être neutralisé.

Un épisode révélateur des tensions régionales

Alors qu'Abuja qualifie l'incident de purement technique, la Confédération sahélienne y voit une menace stratégique pour sa sécurité. Ces divergences reflètent la dégradation des relations entre l'AES et ses voisins du sud. L'affaire devrait provoquer de nouveaux échanges diplomatiques, tandis que la Confédération maintient une posture de fermeté et de vigilance accrue.

Côte d'Ivoire : Charnier de Yopougon, rébellion de 2002, crise post- électorale... Laurent Gbagbo saisit à nouveau la CPI pour que « la vérité soit rétablie »

Dans un message solennel adressé aux Ivoiriens ce lundi 8 décembre 2025, l'ancien président Laurent Gbagbo est revenu longuement sur les épisodes les plus sensibles de la crise politico-militaire qui a marqué la Côte d'Ivoire depuis le début des années 2000. De son arrivée au pouvoir à son arrestation, jusqu'à son acquittement définitif par la Cour pénale internationale (CPI), il retrace les faits pour, dit-il, « rétablir la vérité historique ».



Gbagbo revient sur l'affaire du charnier de Yopougon, découverte en octobre 2000 peu après son installation au pouvoir, et dit avoir saisi la justice, qui aurait innocenté les gendarmes mis en cause. Peu après, des attaques armées préludent à la rébellion du 19 septembre 2002, scindant le territoire en deux pendant près d'une décennie.

Rébellion, médiations et choix politiques controversés.

L'ancien président revisite ensuite les années de conflit, les négociations internationales et les multiples tentatives de médiation, dont l'Accord politique de Ouagadougou signé en mars 2007. Il affirme avoir fait deux choix majeurs pour tenter de restaurer la paix : accepter la candidature d'Alassane Ouattara, engager un dialogue direct avec Guillaume Soro, chef de la rébellion.

Malgré la signature de la Flamme de la paix et les efforts de réconciliation, le désarmement ne sera jamais totalement achevé. Sous pression internationale, l'élection présidentielle de 2010 est organisée, ouvrant la voie à une crise post-électorale d'une violence inédite.

Du palais présidentiel au box des accusés, Gbagbo saisit de nouveau la CPI

Laurent Gbagbo rappelle avoir été déclaré vainqueur par le Conseil constitutionnel, avant que cette proclamation ne soit contestée par l'ONU et plusieurs puissances étrangères. Les affrontements qui s'ensuivent conduisent à son arrestation le 11 avril 2011, puis à son transfèrement à La Haye.

Acquitté en 2019 en première instance avec Charles Blé Goudé, il sera définitivement blanchi en mars 2021.

L'ancien président Laurent Gbagbo déplore les zones d'ombre autour de la rébellion de 2002 et le fait que seuls certains acteurs aient été poursuivis. Il s'interroge sur l'organisation, le financement du conflit et l'absence de justice pour de nombreuses victimes. Pour rétablir la vérité et favoriser la paix, il saisit de nouveau la CPI.

RDC–Rwanda : Félix Tshisekedi accuse déjà Paul Kagame de violer l'accord de Washington.

À peine quelques jours après la signature d'un accord présenté comme une percée diplomatique majeure entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, Kinshasa estime que les engagements pris à Washington sont déjà compromis.

Tshisekedi dénonce une reprise des opérations militaires rwandaises

Devant les deux chambres du Parlement réunies à Kinshasa, le président Félix Tshisekedi a accusé le Rwanda de relancer des opérations militaires dans l'Est congolais, en contradiction totale avec l'esprit de désescalade prévu dans l'accord.

Selon le chef de l'État, des troupes rwandaises auraient mené plusieurs attaques ces derniers jours dans différentes localités du Sud-Kivu, ravivant ainsi les tensions dans une région déjà profondément instable.

« Une attitude contraire aux promesses de Washington »

Tshisekedi a dénoncé ce qu'il décrit comme un comportement « contraire aux promesses » faites par Kigali lors des discussions menées dans la capitale américaine. L'accord était censé ouvrir la voie à une stabilisation durable, après des années de violences, d'ingérences et d'accusations croisées entre les deux pays.

Le président congolais a estimé que ce regain d'hostilités mettait en péril les efforts diplomatiques engagés pour restaurer la paix dans la région des Grands Lacs.

Les inquiétudes de la communauté internationale ravivées

Le président congolais a estimé que ce regain d'hostilités mettait en péril les efforts diplomatiques engagés pour restaurer la paix dans la région des Grands Lacs.



Alors que plusieurs partenaires internationaux avaient salué l'accord de Washington comme un pas important vers la désescalade, les nouvelles accusations de Kinshasa soulignent une fois de plus la fragilité du processus.

Kinshasa se dit déterminé à réagir

La RDC assure rester engagée dans la voie diplomatique, mais Tshisekedi a averti qu'elle ne tolérerait « aucune nouvelle incursion » sur son territoire. Le président a réaffirmé que la souveraineté congolaise ne saurait être négociée, alors que la situation militaire à l'Est reste explosive.

Côte d'Ivoire : officiellement investi, Alassane Ouattara affirme que « ce mandat est celui de la transmission générationnelle »

Alassane Ouattara a officiellement entamé, ce lundi 8 décembre, un nouveau mandat à la tête de la Côte d'Ivoire. La cérémonie d'investiture, organisée au palais présidentiel d'Abidjan, s'est tenue en présence de nombreuses personnalités africaines et internationales. Réélu le 25 octobre avec 89,77 % des suffrages, le chef de l'État a prêté serment devant le Conseil constitutionnel, malgré un scrutin marqué par l'exclusion de ses principaux adversaires et une participation limitée à 50,10 %, révélatrice d'un fort boycott.

Un serment solennel placé sous le signe de la continuité

Âgé de 83 ans, Alassane Ouattara a réaffirmé son engagement en prononçant le serment constitutionnel, main droite levée et main gauche posée sur la Loi fondamentale. « **Devant le peuple souverain de Côte d'Ivoire, je jure solennellement de respecter et de défendre fidèlement la Constitution, d'incarner l'unité nationale et d'exercer mes fonctions dans l'intérêt supérieur de la Nation** », a déclaré le président.

Il a également souligné que ce nouveau mandat serait « **celui de la transmission générationnelle** », une formule interprétée comme un signal politique quant à l'avenir de la scène ivoirienne et à la préparation d'une relève au sein du pouvoir.

Une cérémonie marquée par une forte présence africaine.

Onze chefs d'État africains avaient fait le déplacement, parmi lesquels ceux d'Angola, du Congo-Brazzaville, de Djibouti, du Gabon, du Sénégal, des Comores, du Ghana, de Gambie, du Liberia, de Sierra Leone et de Mauritanie. Des anciens dirigeants, comme l'ex-président nigérien Mahamadou Issoufou, étaient également présents, ainsi que la secrétaire générale de la Francophonie, **Louise Mushikiwabo**.

Côté partenaires internationaux, la France était représentée par **Yaël Braun-Pivet**, présidente de l'Assemblée nationale, et les États-Unis par **Jacob Helberg**, sous-secrétaire d'État à la Croissance économique.

Une absence remarquée : celle des leaders de l'opposition

Les grandes figures de l'opposition, Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam, n'étaient pas présentes. Tous deux avaient été empêchés de participer au scrutin : Gbagbo en raison de sa condamnation judiciaire et Thiam en raison de questions de nationalité. Aucun des deux n'avait donné de consigne de vote avant l'élection.

Cette double absence symbolise la fracture politique qui persiste dans le pays, malgré l'appel du président à l'unité et à la transmission.



Guinée-Bissau : la junte militaire crée un Conseil national de transition pour diriger le pays pendant un an.



La junte militaire qui a pris le pouvoir en Guinée-Bissau à la fin du mois de novembre a annoncé la création d'un Conseil national de transition (CNT), organe chargé de superviser l'ensemble des institutions et de piloter le pays durant une période d'un an. La décision, officialisée dans une résolution publiée le jeudi 4 décembre, vise selon les militaires à encadrer la phase post-putsch dans un contexte qu'ils décrivent comme « instable » et marqué par un « risque de guerre civile à caractère ethnique ».

Une cérémonie marquée par une forte présence africaine

Le 26 novembre, à la veille de l'annonce des résultats provisoires de l'élection présidentielle et des législatives, des membres de l'armée ont renversé le président sortant Umaro Sissoco Embalo, au pouvoir depuis 2020.

Le processus électoral a été immédiatement suspendu.

La commission électorale a indiqué qu'il était devenu impossible de publier les résultats du scrutin du 23 novembre, certains procès-verbaux et du matériel électoral ayant été détruits lors d'une attaque menée par des hommes armés et masqués au moment du coup d'État.

Dans la foulée, la junte a nommé le général Horta N'Tam — réputé proche d'Embalo — comme président de la transition pour une durée annoncée de douze mois. Un nouveau Premier ministre a également été désigné.

Un CNT aux contours encore flous

La résolution publiée détaille la mise en place du CNT, présenté comme un organe politique de « concertation et de coordination ». Ses missions incluront l'élaboration des outils juridiques et administratifs nécessaires à la transition, la supervision de l'action des autorités transitoires, ainsi que le suivi du retour progressif à l'ordre institutionnel.

Mais plusieurs zones d'ombre subsistent : la junte n'a fourni aucune information sur la composition du conseil, ni sur les modalités de sélection de ses membres.

Un pays instable face à un coup d'État et à une opposition déterminée

La Guinée-Bissau, pays fragile d'Afrique de l'Ouest, traverse une crise politique où la junte invoque le risque de guerre civile pour justifier son intervention, tandis que l'opposant Fernando Dias accuse Embalo d'avoir organisé le putsch pour empêcher l'annonce de sa victoire, illustrant l'instabilité chronique du pays depuis son indépendance en 1974.

Guinée : le Bloc libéral accuse la junte d'avoir enlevé l'un de ses cadres à quelques semaines de la présidentielle

À moins d'un mois de l'élection présidentielle prévue le 28 décembre, le climat politique en Guinée se tend davantage. Le Bloc libéral (BL), l'une des rares formations encore ouvertement opposées à la junte, a dénoncé ce jeudi 4 décembre ce qu'il qualifie d'« enlèvement » de l'un de ses directeurs adjoints de campagne.

Un cadre stratégique disparu dans la nuit

Dans une déclaration solennelle, le président du Bloc libéral, Oumar Sanoh, a exprimé la colère et l'inquiétude de son parti après la disparition, dans la nuit du 2 au 3 décembre, de Massa Douago Guilavogui, haut responsable de l'équipe de campagne. Il accuse les autorités de chercher à « étouffer les voix dissidentes » dans un contexte électoral déjà sous tension.

Selon Sanoh, ce rapt présumé s'inscrit dans une stratégie plus large d'intimidation visant les acteurs politiques qui refusent d'aligner leur discours sur celui de la junte.

« Cet acte odieux, perpétré par des individus non identifiés, s'inscrit dans une série d'attaques visant à réduire au silence ceux qui militent pour la démocratie, la justice et le progrès », a-t-il déclaré devant la presse.

Le Bloc libéral affirme d'ailleurs avoir recensé plusieurs incidents similaires ces derniers mois, évoquant un climat d'insécurité croissante pour ses responsables et sympathisants.

Un climat politique de plus en plus inquiétant.

En dénonçant un « climat de terreur inacceptable », Oumar Sanoh met en lumière la crispation grandissante entre la junte et les rares partis encore actifs dans l'opposition.

L'enlèvement présumé de Guilavogui constitue, selon lui, un grave précédent, remettant en cause la liberté d'expression et le bon déroulement d'un processus

électoral censé être « libre, transparent et apaisé ».

Le leader du BL rappelle également que cette disparition constitue une violation flagrante des droits humains, appelant à une mobilisation nationale et internationale pour garantir la sécurité des acteurs politiques à l'approche du scrutin.



Appels à une enquête et à une protection accrue.

Le Bloc libéral demande l'ouverture d'une enquête indépendante et la libération immédiate de son cadre, s'il est détenu. Le parti appelle les autorités à garantir la sécurité de tous les candidats et de leurs équipes, condition essentielle pour une élection crédible.

À l'approche du 28 décembre, cet incident accentue les craintes d'un scrutin marqué par la peur, les intimidations et la méfiance envers les institutions contrôlées par la junte.

Burkina Faso : la junte du capitaine Ibrahim Traoré rétablit la peine de mort dans le nouveau code pénal.

Le gouvernement militaire du Burkina Faso a annoncé, jeudi 4 décembre, le rétablissement de la peine de mort dans le code pénal, six ans après son abolition. Présentée en Conseil des ministres, cette réforme marque un tournant majeur dans la politique pénale burkinabè, à un moment où le pays fait face à une intensification des violences djihadistes.

Un retour de la peine capitale pour les crimes jugés « graves »

Selon le Service d'information du gouvernement, la nouvelle version du code pénal rend passible de la peine capitale plusieurs infractions, notamment la haute trahison, les actes de terrorisme et l'espionnage. Les autorités justifient cette orientation par un contexte sécuritaire particulièrement critique, le Burkina Faso étant confronté depuis près d'une décennie à des attaques djihadistes régulières et meurtrières.

Le ministre de la Justice, Edasso Rodrigue Bayala, a expliqué que la réforme vise à doter le pays d'une justice « à la hauteur des aspirations profondes du peuple », une déclaration qui illustre la ligne dure adoptée par le régime du capitaine Ibrahim Traoré.



Une rupture nette avec les réformes du régime civil.

La peine de mort avait été abolie en 2018 sous la présidence de Roch Marc Christian Kaboré, bien qu'aucune exécution n'ait été réalisée depuis 1988 selon Amnesty International. Le rétablissement de cette sanction marque donc une rupture profonde avec l'évolution précédente du pays en matière de droits humains.

Depuis son accession au pouvoir en septembre 2022, Ibrahim Traoré s'est engagé dans une politique souverainiste marquée par une rhétorique anti-occidentale et par un rapprochement avec de nouveaux partenaires tels que la Russie et l'Iran.

Un texte qui cible aussi les pratiques homosexuelles

En plus du retour de la peine capitale, le projet de loi introduit des dispositions visant à criminaliser la « promotion » et les « pratiques homosexuelles ». Cette orientation confirme un durcissement social déjà amorcé en septembre, lorsque le Burkina Faso avait adopté pour la première fois une loi criminalisant les actes homosexuels, passibles de peines pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison.

Une dynamique régionale contrastée

Le Burkina Faso n'est pas seul : la RDC et le Nigeria envisagent aussi des peines de mort pour certains crimes. Pourtant, en Afrique subsaharienne, les condamnations et exécutions ont diminué respectivement de 10 % et 11 % en 2024, la Somalie restant le seul pays à exécuter officiellement.

Dernière étape : l'approbation par l'Assemblée de transition.

Le projet de réforme doit maintenant être examiné par l'Assemblée législative de transition, composée exclusivement de membres nommés par la junte. Sauf surprise, son adoption devrait confirmer l'un des revirements législatifs les plus significatifs depuis l'arrivée au pouvoir du capitaine Traoré.



01 CIMES 2025
Réinventer le Leadership Médical en Côte d'Ivoire

02 CÉDÉAO
Les États membres aboliront les taxes aériennes et réduiront les redevances de 25 % à partir du 1^{er} janvier 2026

03 NIGERIA
La Fondation Aliko Dangote annonce un investissement historique de 1 000 milliards de nairas pour l'éducation

04 ÉTHIOPIE
Safaricom Ethiopia obtient un prêt de 138 millions de dollars de Standard Bank pour accélérer son expansion

05 CAMEROUN
Le coût de réhabilitation de la Sonara réévalué à 300 milliards de FCFA, selon l'étude détaillée d'Axens

CIMES 2025 : Réinventer le Leadership Médical en Côte d'Ivoire

Dans un système de santé en pleine transformation, marqué par des exigences croissantes, des innovations rapides et la nécessité de mieux manager les équipes, une compétence devient incontournable : le leadership médical.

C'est précisément pour répondre à cette évolution que ATHARI ADVISORS, en partenariat avec l'ISC Paris et TG Master organise une Masterclass d'exception, le 19 décembre prochain à l'Hôtel Pullman, réunissant trois experts de haut niveau.

Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique du Programme CIMES (certificat international pour le management des établissements de Santé), une initiative dédiée à l'amélioration des compétences managériales et stratégiques des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et cadres de santé. Plus qu'une formation, c'est une mutation de posture professionnelle.

Le Certificat CIMES : une reconnaissance premium pour les leaders de la santé

Présenté officiellement lors de la Masterclass, le Certificat CIMES en Leadership Médical & Management est conçu pour répondre aux besoins actuels et futurs du secteur.

Il offre aux participants :

- Une reconnaissance professionnelle de haut niveau, valorisable dans les institutions publiques et privées.
- Un référentiel moderne, aligné sur les standards internationaux de management en santé.
- Un avantage concurrentiel réel, pour accéder à des postes de coordination, supervision ou direction.
- Une mise à niveau stratégique, adaptée aux réalités ivoiriennes et africaines.

Ce certificat marque une étape nouvelle dans la professionnalisation des acteurs de santé : passer du rôle de praticien au rôle de leader impactant.

Trois intervenants d'élite pour une formation hors norme

La Masterclass CIMES rassemble trois experts dont l'expérience croisée garantit un apport exceptionnel :



Dr. Arnaud N'Goran, Expert Consultant International

Fondateur et Managing Partner d'Athari Advisors, cumule plus de 18 ans d'expérience internationale en stratégie, management et développement. Chirurgien-dentiste de formation et diplômé de l'EM Lyon, il a occupé des postes de direction chez Delivery Associates, Dalberg Advisors et Deloitte Consulting, pilotant des projets pour des institutions majeures telles que la Banque mondiale, la BAD, la BCEAO, la GIZ, Gavi ou la Fondation Orange.

Avec plus de 80 missions menées dans 25+ pays, il intervient sur des secteurs clés (santé, agriculture, éducation, finance, digital, énergie, etc.) et accompagne des transformations à fort impact. Visionnaire engagé pour une Afrique résiliente, il forme aujourd'hui une nouvelle génération de consultants et promeut des solutions locales d'excellence et de durabilité.



Pr. Serge AFELI,
PhD, MSHA, Professeur agrégé de
pharmacologie , Entrepreneur et
co-fondateur d'EQUI SCIENCES

Vice-doyen et professeur agrégé de pharmacologie aux États-Unis, avec plus de 20 ans d'expérience en recherche et enseignement pharmaceutique. Auteur de plus de 40 publications, il est reconnu pour ses travaux sur la chimiorésistance dans le cancer de la vessie.

Entrepreneur innovant, il a cofondé EQUI SCIENCES et créé Afeli Pharmaceuticals, collaborant avec Harvard, MIT et Clemson. Diplômé d'un PhD, d'un MBA et d'un Bachelor of Science, il est lauréat de plusieurs distinctions académiques.



Dr Emmanuel Mian
Médecin-Stratège et patron de
presse

Dr Emmanuel Mian est médecin et diplômé de l'ESSEC Business School. Il allie ainsi expertise clinique et vision stratégique affirmée. Il bénéficie de plusieurs années d'expérience dans les industries pharmaceutique et des dispositifs médicaux, en France comme en Côte d'Ivoire. Parallèlement, il est engagé dans des initiatives entrepreneuriales ambitieuses, notamment à travers Mian Media et le Centre Médical Paul Langerhans.

Ces trois voix complémentaires offriront aux participants une vision 360° du leadership médical.

Pourquoi participer à cette Masterclass ?

Parce qu'elle vous permettra de :

- **Comprendre les enjeux modernes de la gouvernance en santé**
- **Renforcer vos compétences en leadership, communication et gestion d'équipe**
- **Découvrir le Certificat CIMES et booster votre carrière**
- **Bénéficier d'un transfert d'expérience unique**
- **Rejoindre un réseau dynamique de professionnels de santé engagés**
- **Obtenir des outils immédiatement applicables dans votre pratique**

Avec seulement 100 places disponibles, cette rencontre s'annonce comme un moment clé pour les professionnels souhaitant évoluer, se réinventer et prendre le leadership dans leur organisation.

Le secteur de la santé exige désormais des professionnels capables de piloter, d'inspirer et de transformer. CIMES se positionne aujourd'hui comme un acteur central de cette montée en compétence, proposant un certificat inédit et une masterclass qui marquera une nouvelle étape dans le développement du leadership médical en Côte d'Ivoire.

Cette Masterclass est votre rendez-vous.

Inscription obligatoire — places limitées.

ISC EXECUTIVE
EDUCATION
paris



As
ATHARI ADVISORS

MASTERCLASS 2025 CIMES

Inscription obligatoire — Places limitées (100 participants)

Événement Gratuit

LEADERSHIP MÉDICAL & MANAGEMENT :
LA COMPÉTENCE CLÉ DU MÉDECIN DU XXI^e SIÈCLE



Paneliste
Dr Mian Emmanuel



Paneliste
Prof. Serge AFELI



Paneliste
Dr Arnaud N'GORAN

Vendredi 19 Décembre

15H00 18H00

Hôtel Pullman

Inscription obligatoire :
Scanne Ici



(+225) 07 20 20 17 07 / 07 58 63 23 82

Cédéao : les États membres aboliront les taxes aériennes et réduiront les redevances de 25 % à partir du 1^{er} janvier 2026

À compter du 1^{er} janvier 2026, l'ensemble des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) supprimeront toutes les taxes appliquées au transport aérien et réduiront de 25 % les redevances passagers et les redevances de sécurité. Cette réforme, annoncée officiellement dans une communication de la Commission de la Cédéao datée du 9 décembre 2025, constitue l'une des mesures les plus ambitieuses jamais prises dans le secteur aérien ouest-africain.

Sa mise en œuvre sera suivie par un Mécanisme régional de surveillance économique du transport aérien, piloté par la Commission. Chaque État devait transmettre, avant le 30 novembre, les textes juridiques adoptés au niveau national afin de garantir l'application effective de l'abolition des taxes et de la réduction des redevances. Cette démarche découle d'un courrier formel adressé début novembre par le président de la Commission, Umar Aliu Turay, aux ministres de l'Aviation civile de la région.

Les anciennes taxes, comme la taxe sur les billets d'avion, la taxe touristique ou la taxe de solidarité, ne devront donc plus être prélevées dans l'espace communautaire à partir de janvier 2026.



Une réforme pensée pour relancer l'intégration régionale

Selon Chris Appiah, directeur du Transport à la Commission de la Cédéao, la suppression des taxes et la réduction des frais devraient ouvrir la voie à une baisse effective du prix des billets. La Commission prévoit d'encourager les compagnies aériennes à répercuter ces allègements fiscaux sur leurs tarifs. Pour Umar Aliu Turay, il est indispensable que les gouvernements évitent d'introduire de nouvelles charges aéronautiques qui viendraient neutraliser les effets de la réforme et compromettre son objectif : relancer l'intégration régionale par une mobilité accrue. Les experts parlementaires de la Cédéao estiment que l'application stricte des dispositions communautaires pourrait provoquer une diminution moyenne de 40 % du prix des billets, accompagnée d'une augmentation de 20 à 30 % du nombre de

passagers. Cette dynamique répond à une promesse faite par les chefs d'État lors du sommet de décembre 2024, dans un contexte où le coût des voyages aériens en Afrique de l'Ouest est régulièrement jugé prohibitif. Plusieurs études conjointes réalisées par la Cédéao, l'Union africaine, l'Association des compagnies aériennes africaines et l'Association internationale du transport aérien ont rappelé que l'Afrique de l'Ouest figure parmi les régions du monde où le transport aérien est le plus cher, en grande partie à cause d'une pression fiscale excessive.

Une réponse à la surcharge fiscale dans le secteur aérien

Dans certains pays de la sous-région, les taxes et redevances représentent près de la moitié du prix final d'un billet d'avion. La réforme de la Cédéao devrait entraîner la suppression de prélèvements tels que la taxe de solidarité ou certaines redevances touristiques, ainsi qu'une réduction uniforme des redevances passagers et de sécurité.

Les écarts actuels entre les aéroports illustrent l'ampleur de la surcharge. À Cotonou, les taxes sur un vol régional peuvent atteindre environ 93 000 FCFA, alors qu'elles varient entre 30 000 et 52 500 FCFA à Abidjan. Cette situation contribue à renchérir fortement les trajets intra-ouest-africains, parfois deux fois plus coûteux que des vols de distance équivalente dans d'autres régions du continent.

Pour la Cédéao, ces coûts excessifs freinent la mobilité des personnes, réduisent les échanges économiques, pénalisent le tourisme et affaiblissent l'objectif de libre circulation inscrit dans les traités régionaux. Alors que l'Afrique du Nord concentre près de 40 % du trafic aérien continental, l'Afrique de l'Ouest n'en capte qu'une fraction, et seule la liaison Accra-Lagos figure parmi les dix routes intra-africaines les plus fréquentées.

La réforme marque également un alignement sur les normes internationales de l'Organisation de l'aviation civile internationale. L'article 15 de la Convention de Chicago rappelle que les redevances perçues pour l'usage des aéroports et des services de navigation aérienne ne doivent pas excéder le coût réel des services fournis, ni servir de fiscalité déguisée. Le principe d'équité dans l'application des règles de taxation est aussi réaffirmé.

Cette évolution devrait bénéficier autant aux compagnies régionales, notamment Asky, qu'aux transporteurs internationaux opérant en Afrique de l'Ouest, parmi lesquels Air France-KLM, Turkish Airlines, Brussels Airlines ou Corsair, souvent défavorisés par la concurrence des hubs nord-africains et moyen-orientaux.

Une réforme ambitieuse mais porteuse de risques

La Cédéao a instauré un mécanisme de supervision chargé de s'assurer que la réduction des coûts se traduira réellement par une baisse des tarifs pour les passagers.

Les États devront accepter une baisse de leurs recettes fiscales à court terme, dans l'espoir d'un effet volume lié à l'augmentation du trafic.

Un autre enjeu se dessine. La réforme ne concernera que les douze États membres actuels, à l'exclusion du Mali, du Burkina Faso et du Niger, désormais réunis au sein de l'Alliance des États du Sahel. Cet écart pourrait renforcer l'attractivité des hubs côtiers engagés dans la réforme, au détriment des capitales sahéliennes, créant un marché régional fragmenté.

De nombreux aéroports ouest-africains, dont le modèle économique repose largement sur les taxes aéronautiques, seront également confrontés à des tensions budgétaires. Leur survie dépendra de leur capacité à développer des sources de revenus non aéronautiques, comme les commerces, les parkings ou les projets immobiliers, à l'image des grands hubs internationaux.

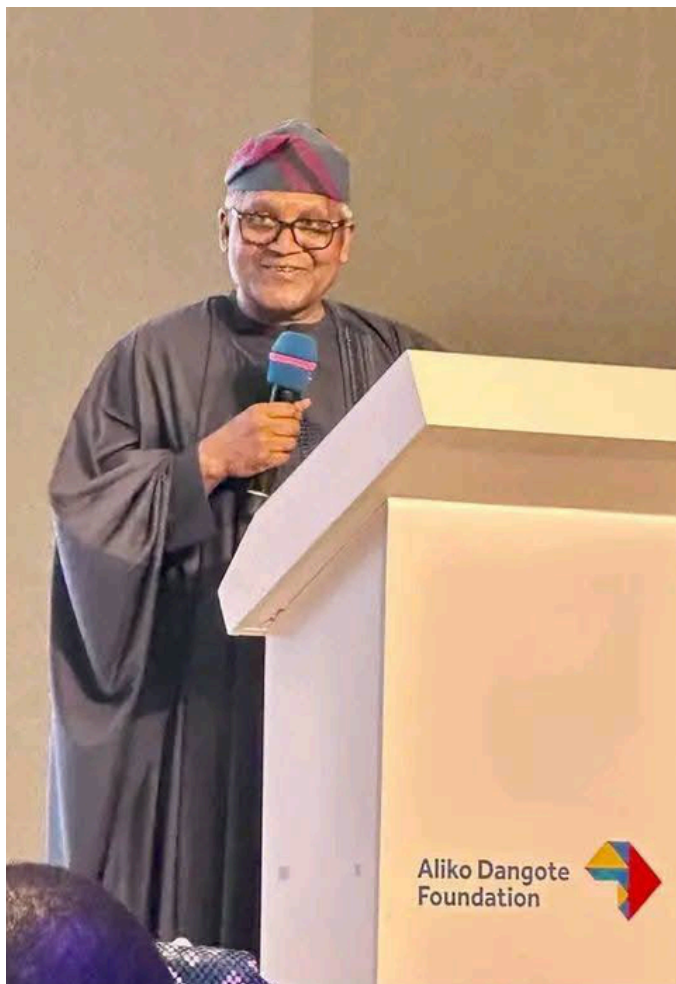
La baisse des redevances de sécurité intervient par ailleurs dans une région confrontée à des défis sécuritaires croissants, ce qui nécessitera des investissements supplémentaires pour gérer l'augmentation du trafic.

La directive entraînera aussi des ajustements pour les compagnies aériennes, qui utilisaient parfois la collecte des taxes comme une source temporaire de trésorerie. Elles devront désormais adapter leurs modèles financiers tout en appliquant les réductions de coûts promises aux passagers.

Une réforme juridiquement contraignante mais adaptable

La Cédéao a opté pour un cadre d'application obligatoire tout en laissant aux États la possibilité d'adapter progressivement leurs réglementations nationales. Cette flexibilité vise à garantir que la réforme devienne un levier réel de compétitivité, de mobilité et d'intégration économique régionale.

Nigeria : la Fondation Aliko Dangote annonce un investissement historique de 1 000 milliards de nairas pour l'éducation



La Fondation Aliko Dangote a annoncé, mercredi 10 décembre, un engagement financier d'une ampleur exceptionnelle. Un montant de 1 000 milliards de nairas, soit environ 689 millions de dollars, sera consacré au développement de l'éducation au Nigeria au cours des dix prochaines années. Cette enveloppe représente près de 30 % du budget fédéral de l'éducation prévu pour 2025, estimé à 3 520 milliards de nairas.

Selon les informations rapportées par Bloomberg, ce programme permettra d'accompagner environ 45 000 élèves dès 2026 et, à terme, près de 1,33 million d'étudiants. La Fondation compte concentrer ses efforts sur l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques, sur la scolarisation des filles et sur la formation des enseignants.

Aliko Dangote a justifié cette démarche par une vision à long terme qui dépasse la philanthropie classique. Il a insisté sur le caractère stratégique de cet investissement, affirmant que les difficultés financières ne doivent pas étouffer les ambitions de la jeunesse nigériane. Selon lui, chaque enfant maintenu à l'école contribue au renforcement de l'économie, et chaque étudiant soutenu participe à la réduction des inégalités.

Le calendrier précis de mise en œuvre n'a pas encore été dévoilé, mais cette initiative arrive dans un contexte où le système éducatif nigérian traverse de profondes difficultés. Le pays, qui compte environ 224 millions d'habitants, détient le record mondial du nombre d'enfants non scolarisés. L'UNICEF rappelait récemment qu'un enfant nigérian sur cinq en âge d'aller à l'école primaire ne fréquente pas l'école, soit 10,5 millions d'enfants. Les filles représentent 60 % de cette population non scolarisée, ce qui illustre les fragilités structurelles du système.

Face à une population particulièrement jeune, avec 63 % des Nigériens âgés de moins de 25 ans, les appels en faveur d'un accroissement massif des investissements dans le capital humain se multiplient. La Banque africaine de développement, dans son rapport pays 2025 intitulé « Making Nigeria's Capital Work Better for its Development », appelle à un renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé. L'institution estime que la modernisation de l'enseignement, la mise à jour des programmes, l'amélioration des infrastructures et la valorisation de compétences techniques, professionnelles et entrepreneuriales sont indispensables pour accompagner la croissance économique.

Elle souligne que la formation dans les disciplines scientifiques et technologiques peut contribuer à combler le déficit de compétences, stimuler l'innovation et transformer les défis actuels en opportunités.

Éthiopie : Safaricom Ethiopia obtient un prêt de 138 millions de dollars de Standard Bank pour accélérer son expansion

Safaricom Ethiopia a annoncé, lundi 10 décembre, l'obtention d'un financement de 138 millions de dollars auprès de Standard Bank. Ce prêt permettra à l'opérateur télécoms de poursuivre le déploiement de ses infrastructures et d'élargir ses services numériques dans un pays où les besoins en connectivité restent immenses.

Le directeur général de Safaricom Plc, Peter Ndegwa, a souligné que cet appui financier s'inscrit dans une stratégie de transformation profonde. Il a expliqué que l'entreprise souhaite autonomiser les jeunes, les entrepreneurs et les communautés mal desservies afin qu'ils puissent pleinement participer à l'économie numérique éthiopienne et contribuer à une prospérité partagée d'ici 2030.

Depuis son lancement en 2022, Safaricom Ethiopia multiplie les investissements. Début juillet, l'entreprise annonçait avoir mobilisé 300 milliards de birrs, soit environ 1,93 milliard de dollars, en quatre ans pour le développement de son réseau. En avril 2024, un nouvel investissement de 1,5 milliard de dollars sur trois ans avait été dévoilé. Un an plus tôt, en avril 2023, le Groupe de la Banque mondiale validait un financement de 257,4 millions de dollars, assorti d'un milliard de dollars de garanties.

Ces engagements successifs s'inscrivent dans la promesse initiale faite par l'opérateur lors de son entrée sur le marché éthiopien :

investir 8 milliards de dollars sur dix ans. Ils sont jugés essentiels dans un environnement où Safaricom fait face à un concurrent historique particulièrement solide, Ethio Telecom, présent depuis plus d'un siècle et dominant largement le marché local.

Ethio Telecom, de son côté, a présenté en août une nouvelle stratégie triennale ambitieuse. L'opérateur public vise un passage de 83 millions à 100 millions d'abonnés et une augmentation de ses revenus de 154 % pour atteindre 842,3 milliards de birrs. Il prévoit également de renforcer considérablement ses services numériques, en ciblant 67,3 millions d'abonnés à l'Internet mobile, 1,6 million à l'Internet haut débit fixe et 75 millions d'utilisateurs de son service d'argent mobile Telebirr.

Dans ce paysage très concurrentiel, Safaricom Ethiopia progresse néanmoins. À fin septembre 2025, l'entreprise déclarait 11,1 millions d'abonnés mobiles actifs, 8,9 millions d'abonnés Internet actifs et 3,4 millions d'utilisateurs de M-Pesa, son service phare de mobile money. Elle revendiquait par ailleurs une couverture de 55 % de la population éthiopienne, grâce à un réseau de 3306 sites télécoms, comprenant 1847 installations construites par elle-même et 1459 sites loués auprès d'Ethio Telecom. Cette nouvelle injection de capital devrait renforcer la capacité de Safaricom à étendre sa présence dans un marché en pleine mutation, porté par une population jeune, nombreuse et encore largement sous-connectée.



Cameroun : le coût de réhabilitation de la Sonara réévalué à 300 milliards de FCFA, selon l'étude détaillée d'Axens

La réhabilitation de la Société nationale de raffinage (Sonara), unique raffinerie de pétrole du Cameroun détruite par un incendie en mai 2019, coûtera finalement 300 milliards de FCFA, soit environ 533 millions de dollars. Cette nouvelle estimation, dévoilée le 26 novembre 2025 par le Premier ministre Joseph Dion Nguté lors de la présentation du programme économique, financier, social et culturel du gouvernement pour 2026, dépasse de 50 milliards de FCFA les prévisions initiales qui s'établissaient à 250 milliards.

Le chef du gouvernement n'a pas précisé les raisons exactes de cette augmentation de 20 %. L'étude de faisabilité détaillée, réalisée par la société française Axens, semble néanmoins confirmer l'ampleur technique et financière des travaux à mener pour remettre en service les installations fortement endommagées.

Plusieurs institutions financières manifestent d'ores et déjà leur intérêt pour participer à ce chantier stratégique. Le 17 juin 2025, une délégation réunissant des représentants de l'Union de Banques Arabes et Françaises (UBAF), de la banque néerlandaise ING et de la Mauritius Commercial Bank s'est rendue à Limbé pour échanger avec les responsables de la raffinerie.



La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) se dit également prête à mobiliser son guichet B, dédié au refinancement des crédits à moyen terme destinés à l'investissement productif. Le gouverneur de la banque centrale, Yvon Sana Bangui, a confirmé que cet instrument pourrait contribuer à financer la réhabilitation de la Sonara. Il a expliqué avoir lui-même pris l'initiative de présenter cet outil aux autorités camerounaises, estimant qu'il était parfaitement adapté à la nature du projet.

Selon des sources proches du dossier, la BEAC proposait déjà, il y a plusieurs mois, de couvrir jusqu'à 60 % des besoins de financement de la raffinerie, alors évalués à 250 milliards de FCFA.

Depuis l'incendie de 2019, le Cameroun importe l'intégralité des produits pétroliers consommés sur son territoire.

qui repose sur une mutualisation des avoirs extérieurs permettant aux États membres d'assurer leurs importations. L'augmentation des importations de produits pétroliers fragilise donc la position extérieure de l'ensemble de la sous-région, alimentant des tensions de trésorerie.

C'est dans ce contexte que le gouverneur de la BEAC plaide depuis plusieurs années pour une réhabilitation rapide de la Sonara. Dès juin 2024, il soulignait lors d'une réunion du Comité de politique monétaire à Yaoundé que la dépendance de toute la région vis-à-vis des importations de carburants constituait une menace directe pour la stabilité financière des pays de la Cemac.

La remise en service de la raffinerie apparaît ainsi comme un enjeu économique majeur, non seulement pour le Cameroun, mais aussi pour l'ensemble des États de la sous-région.



En savoir plus : infos@athari-as.com
+2250759956898 / infos@athari-as.com
Cote d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU



GRAND FORMAT

Franck Zoro Bi Ballo

**■ METTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE AU
SERVICE DES POPULATIONS**

Dans la circonscription électorale n°135, regroupant Bonon et Zaguiéta, une nouvelle voix aspire à émerger sur la scène politique nationale. Originaire de Bonon, reconnu pour ses prises de position sur la gouvernance publique et les enjeux citoyens, Franck Zoro Bi Ballo a officialisé, le samedi 8 novembre 2025, sa candidature aux élections législatives du 27 décembre prochain.

Se présentant comme indépendant, il place sa démarche sous le signe du service public, de la probité et du développement participatif. Son ambition : porter les attentes concrètes des populations, en particulier celles des jeunes et des femmes, et défendre une nouvelle manière de faire de la politique, plus proche du terrain et des réalités quotidiennes.

Engagé dans la société civile et suivi sur les réseaux sociaux pour ses analyses sur la vie publique, M. Zoro Bi Ballo entend incarner cette nouvelle génération d'acteurs déterminés à redonner confiance aux citoyens.

Pour Hamaniè, il revient sur son parcours, les raisons de son engagement et la vision qu'il souhaite défendre pour Bonon et Zaguiéta.

La décision d'être candidat

1. Quel a été le déclic qui vous a conduit à présenter votre candidature aux législatives de décembre 2025 ?

Le déclic est né d'un constat simple mais profond : malgré les avancées enregistrées, de nombreux défis demeurent pour améliorer véritablement les conditions de vie des populations. Nous avons compris qu'il ne suffisait plus d'observer ou de commenter ; il était nécessaire de s'engager activement pour contribuer, à notre échelle, à faire évoluer les choses.

Depuis longtemps déjà, nous étions présents et engagés sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, où certaines de nos prises de position et actions citoyennes ont porté leurs fruits. Cependant, cette influence restait perçue comme relevant du « virtuel ».



Il devenait essentiel de franchir une étape supplémentaire : sortir du cadre numérique pour transformer ces combats en actions concrètes, sur le terrain.

Cette prise de conscience a été déterminante. Elle nous a poussés à nous porter candidat afin de participer pleinement au renforcement de la démocratie, à la promotion du développement local et surtout à la défense des aspirations réelles des populations. Comme d'autres le font déjà, nous voulons porter haut la voix du peuple. Et si nous sommes nombreux à nous engager dans cette dynamique, alors oui, les choses pourront véritablement changer.

2. Vous vous engagez sous la bannière « indépendant » : que représente cette indépendance dans la vie politique actuelle ?

Être candidat indépendant, pour nous, c'est avant tout la liberté de défendre des positions guidées exclusivement par l'intérêt général. Cette indépendance offre la possibilité d'agir sans subir les contraintes, les stratégies ou les compromis imposés par une ligne partisane. Elle permet de s'affranchir de la discipline de parti pour rester pleinement attentif aux priorités exprimées par les citoyens, et d'adapter nos actions en fonction de leurs besoins réels. En clair, être indépendant, c'est choisir de servir les populations avant toute autre considération.

3. Vous évoquez les valeurs de service public et de probité : pourquoi ces mots d'ordre sont-ils essentiels pour vous ?

Le service public et la probité constituent des piliers fondamentaux pour toute société et pour toute Nation qui aspire au développement, à la justice et à la stabilité. La confiance des citoyens repose avant tout sur l'exemplarité de ceux qui les représentent. Un élu se doit donc de servir avec intégrité, transparence et sens du devoir. Ce sont ces valeurs qui garantissent une action politique responsable, crédible et résolument orientée vers le bien commun. Et c'est précisément à cet idéal que nous aspirons tous.

Priorités pour Bonon & Zaguiéta

4. Quels sont, selon vous, les défis les plus urgents dans la circonscription n°135 ?

Les défis les plus urgents portent sur l'amélioration des infrastructures — routes, écoles, accès à l'eau potable, centres de santé — ainsi que sur le renforcement des services sociaux essentiels et la création d'opportunités économiques, en particulier pour les jeunes. Il est tout aussi crucial de promouvoir la cohésion sociale et de renforcer la sécurité. Vous n'êtes pas sans savoir qu'à chaque élection, qu'elle soit locale, régionale ou présidentielle, des tensions surgissent régulièrement à Bonon et dans le Gonan. Il est temps de mettre un terme à ces situations pour faire de notre circonscription un modèle de vivre-ensemble, de paix et de maturité démocratique. C'est à cette ambition que nous devons collectivement travailler.



5. Si vous êtes élu, quelles seraient les trois premières mesures concrètes que vous souhaitez porter à l'Assemblée nationale ?

Trois mesures me paraissent prioritaires.

La première consiste à promouvoir l'emploi et la formation des jeunes. Il est essentiel de soutenir des initiatives concrètes qui offrent de vraies perspectives : formations qualifiantes, accompagnement à l'entrepreneuriat, programmes d'insertion professionnelle. Les jeunes doivent être placés au centre du développement local.

La deuxième mesure porte sur la modernisation des infrastructures essentielles, dans un esprit d'équité territoriale. Les routes, l'eau potable, l'électricité, les écoles et les centres de santé doivent bénéficier à toutes les localités, sur toute l'étendue du territoire, y compris celles qui n'ont pas de cadre au gouvernement. Aucune communauté ne doit être oubliée.

La troisième mesure vise à renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion publique. La rigueur dans l'utilisation des ressources de l'État doit être une exigence constante : chaque franc qui sort des caisses publiques doit servir exactement à la mission pour laquelle il a été prévu, et non enrichir des individus. Rappelons qu'en 2019, la Côte d'Ivoire a perdu 1 400 milliards de FCFA du fait de la corruption. C'est inadmissible et inacceptable. Si nous sommes élus, nous demanderons des enquêtes, des audits et des mécanismes de contrôle plus stricts pour garantir une gouvernance intègre, responsable et tournée vers le bien commun.

6. Comment comptez-vous répondre aux attentes fortes des jeunes en matière d'emploi, de formation et d'insertion ?

Il est essentiel de promouvoir des programmes de formation réellement adaptés aux besoins du marché du travail, de renforcer les dispositifs d'accompagnement à l'entrepreneuriat et de faciliter l'accès des jeunes aux financements comme aux opportunités d'insertion professionnelle. Offrir à la jeunesse des outils concrets, modernes et accessibles, c'est lui permettre de devenir un moteur du développement local et national.

7. Quels dispositifs envisagez-vous pour renforcer l'autonomisation des femmes et leur participation au développement local ?

L'autonomisation des femmes repose sur un accès effectif à la formation, au financement et à un accompagnement solide de leurs initiatives économiques. Il est tout aussi essentiel de renforcer leur participation aux instances locales de décision, afin qu'elles puissent contribuer pleinement à la vie communautaire et au développement du territoire. Une société ne peut progresser durablement que lorsque les femmes y occupent toute la place qui leur revient.

8. Que proposez-vous pour améliorer les infrastructures essentielles (routes, eau, santé, éducation) de manière durable ?

Une amélioration durable des infrastructures exige une planification cohérente, le renforcement des partenariats institutionnels et une politique rigoureuse de maintenance régulière. L'objectif est de garantir à tous un accès fiable aux routes, à l'eau potable, aux services de santé et à l'éducation. Pour y parvenir, il est indispensable de s'appuyer sur des femmes et des hommes d'État sérieux, des entreprises compétentes et responsables, ainsi que sur des marchés publics attribués à l'issue de procédures d'appels d'offres transparentes et conformes aux règles. C'est à ce prix que les infrastructures pourront véritablement contribuer au développement de notre territoire.

Gouvernance & participation citoyenne

9. Comment comptez-vous associer les populations aux prises de décision et au suivi des actions publiques ?

Nous souhaitons instaurer un dialogue permanent avec les populations en organisant des consultations régulières et en mettant en place des mécanismes de suivi citoyen. Cette démarche permettra à chacun de participer activement aux décisions et d'exercer un contrôle réel sur l'action publique. C'est aussi cela, le rôle d'un député : rendre compte, expliquer, écouter et ajuster. D'ailleurs, la « prime de restitution » existe précisément pour favoriser ce rapprochement constant entre l'élu et les citoyens.

10. Quels mécanismes de transparence et de redevabilité souhaitez-vous mettre en place pour rendre compte de votre mandat ?

La transparence est indispensable. Nous proposerons la publication régulière de rapports d'activité, l'organisation de rencontres dédiées à la reddition de comptes et l'accès public à l'information concernant les actions menées. Dans un État normal, c'est ainsi que les institutions fonctionnent : de manière ouverte, lisible et responsable. Notre objectif est simplement d'appliquer ces principes pour assainir et oxygéner la vie publique, afin de restaurer la confiance et renforcer la démocratie.

Vision politique & perspectives

11. Quel rôle souhaitez-vous jouer au Parlement dans les grands débats nationaux ?

Nous souhaitons exercer pleinement notre rôle de député, sans céder à aucune pression. Cela signifie participer de manière constructive aux grands débats nationaux, défendre en toutes circonstances l'intérêt général et contribuer activement aux réformes indispensables au progrès social, économique et institutionnel. Notre engagement se veut indépendant, responsable et résolument tourné vers l'avenir.

12. Comment voyez-vous l'évolution de la participation des jeunes dans la vie politique ivoirienne ?

La participation des jeunes est appelée à croître, car ils jouent un rôle central dans la transformation du pays. Il est essentiel de renforcer leur éducation citoyenne et de leur offrir des espaces où ils peuvent s'exprimer, proposer et contribuer pleinement à la vie politique. Ce sont eux qui, par leur énergie et leurs idées, animent déjà la dynamique nationale, souvent sans même en avoir conscience. Beaucoup restent encore sous tutelle, alors qu'ils regorgent de talents, d'ambitions et de projets porteurs. Notre responsabilité est de les encourager, de les accompagner et de leur donner la place qui leur revient dans la construction de l'avenir.

13. Quel message souhaitez-vous adresser aujourd'hui aux électeurs de Bonon et Zaguïéta qui hésitent encore à vous accorder leur confiance ?

Nous souhaitons rassurer ceux qui hésitent : notre engagement est réel et guidé par la volonté de contribuer au développement collectif. Nous invitons chacun à juger notre démarche à travers notre sens de la responsabilité et de la transparence.

Aux électeurs de notre circonscription, nous appelons au discernement. Bonon-Zaguiéta a besoin d'une voix forte pour défendre ses préoccupations, et le 27 décembre, il s'agit de choisir entre poursuivre le silence ou confier votre voix à un véritable moteur de changement.

Merci

BONON-ZAGUIETA

**FRANCK
ZORO BI BALLO**

Candidat

Populations de Bonon-Zaguieta,
votre porte-voix arrive: avec lui, votre voix
portera de bons fruits !





01 MAROC

22 morts dans l'effondrement de deux immeubles à Fès, une nuit de chaos qui ravive les inquiétudes sur la sécurité urbaine

02 CPI – SOUDAN

Ali Kosheib, chef des Janjawids, condamné à 20 ans de prison pour crimes de guerre au Darfour

03 CAN 2025

Didier Drogba vole au secours de Nicolas Pépé après sa non-sélection par Emmerse Faé

MAROC : 22 MORTS DANS L'EFFONDREMENT DE DEUX IMMEUBLES À FÈS, UNE NUIT DE CHAOS QUI RAVIVE LES INQUIÉTODES SUR LA SÉCURITÉ URBAINE

La nuit de mardi à mercredi a été marquée par un drame d'une rare violence à Fès. Deux immeubles voisins se sont effondrés presque simultanément, faisant 22 morts, dont des femmes et des enfants réunis pour célébrer une aqïqa, une fête traditionnelle organisée à l'occasion d'une naissance. En quelques secondes, une célébration familiale s'est transformée en scène de désolation.

Une nuit de panique et de chaos

Peu après 23 heures, un grondement sourd réveille brutalement les habitants du quartier. Certains sont encore debout, d'autres plongés dans le sommeil, mais tous racontent la même scène : un bruit assourdissant suivi d'un nuage de poussière enveloppant les rues.

Bilal El Bachir, 17 ans, raconte avec émotion :

« J'ai entendu un bruit fort vers minuit, puis des cris... Quand je suis sorti, il n'y avait plus que de la poussière. C'est là que j'ai compris. »

Toute la nuit, les secouristes ont fouillé les décombres. En début d'après-midi, la Protection civile confirme le pire : aucun survivant n'a pu être retrouvé.

Le spectre des constructions illégales



Très vite, les interrogations se multiplient. Pour beaucoup, ce drame n'a rien d'un accident imprévisible. Les deux immeubles, construits en 2006, figuraient déjà sur la liste des bâtiments menaçant ruine. Les autorités avaient même ordonné leur évacuation.

Pourtant, le quartier, présenté comme moderne, accumulait les signes d'un laisser-faire inquiétant.

Bilal Ben Daoued, 20 ans, dénonce une situation devenue explosive :

« Les constructions illégales se multiplient. On le voit partout ici. Les contrôles n'existent pas et les règles de sécurité sont ignorées. »

Plusieurs témoins affirment que des étages auraient été ajoutés sans autorisation, fragilisant davantage la structure.

l'urgence d'une réforme urbaine

Le nouvel effondrement survenu au Maroc s'inscrit dans une longue série d'accidents meurtriers, rappelant celui de Casablanca en 2014 qui avait fait 23 victimes, ainsi que les drames de Fès en 2024 où neuf personnes ont perdu la vie en mai et cinq en février. Ces événements successifs mettent en lumière un problème structurel désormais impossible à ignorer. Les blessés ont été évacués vers le Centre Hospitalier Universitaire de Fès et une enquête a été ouverte pour déterminer les responsabilités, mais pour les habitants, l'enjeu dépasse les constats habituels : comment empêcher que de telles tragédies se reproduisent encore ? Tant que les constructions illégales, l'absence de contrôle, la dégradation du bâti et les défaillances de la régulation urbaine persisteront, le pays restera exposé à des catastrophes annoncées. Chaque effondrement rappelle ainsi l'urgence absolue de réformes profondes visant à sécuriser les bâtiments et protéger durablement les populations. De nombreux experts appellent désormais à revoir entièrement les normes de construction. Les habitants, eux, réclament des actions immédiates pour éviter de nouvelles pertes humaines.

CPI – SOUDAN : ALI KOSHEIB, CHEF DES JANJAWIDS, CONDAMNÉ À 20 ANS DE PRISON POUR CRIMES DE GUERRE AU DARFOUR



La Cour pénale internationale (CPI) a condamné, mardi, Ali Mohamed Ali Abd-Al-Rahman — plus connu sous le nom d'Ali Kosheib — à 20 ans de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis au Darfour au début des années 2000. L'ancien chef de la milice Janjawid, 76 ans, est reconnu responsable de certaines des pires exactions perpétrées durant ce conflit meurtrier.

Le spectre des constructions illégales

Reconnu coupable en octobre de viols, meurtres, actes de torture et persécutions, Ali Kosheib a accueilli la sentence sans montrer d'émotion. Vêtu d'un costume bleu, il a écouté la juge Joanna Korner détailler les motifs d'une décision qualifiée de « moment clé » dans la lutte contre l'impunité au Soudan.

La cour a établi qu'il avait joué un rôle « actif » et central dans les violences commises entre 2003 et 2004. La juge a rappelé qu'il participait lui-même aux passages à tabac — parfois à l'aide d'une hache — et qu'il avait donné des ordres d'exécutions sommaires. Plusieurs survivants ont décrit une véritable « campagne d'extermination, d'humiliation et de déplacement » conduite sous son autorité.

Une reddition encore débattue

Ali Kosheib s'était livré à la CPI en 2020, après avoir fui en République centrafricaine. À l'époque, le nouveau gouvernement soudanais affichait sa volonté de coopérer avec la justice internationale. L'accusé affirmait craindre une exécution extrajudiciaire s'il restait au Soudan — un argument que les juges ont rejeté.

Le procureur, Julian Nicholls, avait requis la perpétuité, qualifiant Kosheib de « tueur à la hache » et estimant que les témoignages recueillis relevaient « du cauchemar ». L'accusé, lui, niait tout rôle de commandement au sein des Janjawids, une milice majoritairement arabe soutenue par le régime de Khartoum.

Le Darfour, l'une des pires crises humanitaires du XXI^e siècle

Le conflit du Darfour éclate en 2003, lorsque des groupes rebelles dénoncent la marginalisation des populations africaines noires. La réponse du régime d'Omar el-Béchar est brutale : les Janjawids sont envoyés réprimer la rébellion en ciblant massivement les civils.

Selon l'ONU, le conflit — officiellement clos en 2020 — a fait environ 300 000 morts et déplacé 2,5 millions de personnes.

Une justice rendue dans un contexte toujours explosif

Ce verdict intervient alors que la région reste instable. Début novembre, le procureur de la CPI alertait encore sur les atrocités commises à El-Fasher, susceptibles de constituer de nouveaux crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

La condamnation d'Ali Kosheib constitue une avancée majeure pour les victimes du Darfour, mais elle rappelle aussi l'ampleur des défis persistants pour protéger les civils et instaurer une véritable paix au Soudan.

CAN 2025 : DIDIER DROGBA VOLE AU SECOURS DE NICOLAS PÉPÉ APRÈS SA NON-SÉLECTION PAR EMERSE FAÉ

La non-convocation de Nicolas Pépé pour la CAN 2025 continue d'enflammer le débat autour des Éléphants. Et l'intervention de Didier Drogba, véritable monument du football ivoirien, a donné une nouvelle ampleur à la controverse. Comme le rapporte Foot Mercato, l'ancien capitaine a publiquement apporté son soutien à l'ailier de Villarreal, ravivant les discussions suscitées par la liste dévoilée par Emerse Faé.

Une absence qui fait débat

Avant même l'annonce officielle, les performances de Nicolas Pépé jouaient clairement en sa faveur. Titulaire régulier avec Villarreal, il a enchaîné les matches en Liga et livré des prestations solides en compétitions européennes. Pour de nombreux observateurs, son expérience, son impact offensif et sa constance faisaient de lui un choix logique pour renforcer l'équipe nationale, surtout après le sacre de 2023.

La surprise a donc été totale à la publication de la liste. Supporters, journalistes sportifs et consultants ont exprimé leur incompréhension, rappelant son temps de jeu important en Espagne et son vécu des grands rendez-vous internationaux.

Drogba relance la polémique d'un simple message

Dans cette atmosphère chargée, Didier Drogba a réagi sur les réseaux sociaux à une notification qui lui demandait ce qu'il y avait de nouveau. Une réponse brève, teintée d'ironie, mais lourde de sens. En quelques mots, l'ancienne star de Chelsea a montré sa solidarité envers Nicolas Pépé, actuellement au cœur du tumulte médiatique.

L'effet a été immédiat : lorsqu'il s'exprime, le pays écoute. Sa prise de position a amplifié le débat et donné une dimension émotionnelle et presque politique à l'affaire.

Les choix de Faé sous haute surveillance

À quelques jours de l'entrée en lice de la Côte d'Ivoire, le 21 décembre au Maroc, chaque sélection d'Emerse Faé est scrutée dans les moindres détails. Le sélectionneur n'a pas encore expliqué les raisons de l'absence de Pépé, laissant libre cours aux spéculations : choix tactiques, concurrence renforcée au poste, volonté de rajeunir ou de réorganiser le groupe.

Quelle que soit l'explication, l'affaire Nicolas Pépé s'impose désormais comme l'un des principaux sujets entourant la préparation des Éléphants. Et avec l'entrée en scène de Didier Drogba, le chapitre semble loin d'être refermé.



Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Amen!

Hamaniè

Libula

BRICS & CO

De Novo

ALMASI

Sakaf

le gbéré écolo!

African Medical Review

AFRICA

Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N° 079 - 12/12/2025